

Logement, soins de santé, enseignement, mobilité et environnement

Les prochains gouvernements devront s'engager à lutter contre la précarisation des conditions de vie sous toutes ses formes

Après un volet d'analyse sur la qualité de l'emploi et un autre sur les inégalités au travail, la FGTB Bruxelles publie une troisième analyse sur la qualité de vie en ville. Cette analyse recense et objective les besoins en termes de logement, d'accès aux soins de santé, de mobilité et d'enseignement.

Bruxelles est l'une des régions les plus prospère d'Europe, si l'on prend en compte la richesse qui y est produite par habitant (le produit intérieur brut par habitant). Pourtant près d'un tiers de ses citoyens vivent sous le seuil de pauvreté. Des besoins aussi fondamentaux que l'accès à un logement décent et à des soins de santé de qualité ne sont pas toujours garantis pour une partie de la population. L'enseignement est en échec dans sa mission de réduction des inégalités. Les problèmes de mobilité impactent la qualité de vie en ville :

- le quart des ménages bruxellois aux plus bas revenus dépense en moyenne près de la moitié de son budget au logement et à ses charges.
- 43.000 personnes sont inscrites sur la liste d'attente de la SLRB pour accéder à un logement social.
- le locataire d'un petit logement avec des conditions de confort « mauvaises » paie en moyenne plus cher que le locataire d'un logement de même taille avec des conditions de confort « assez bonnes ».
- 4.000 personnes sans « chez-soi » sont recensées à Bruxelles. Le nombre de sans « chez soi » recensés a presque doublé entre 2008 et 2016
- Entre 2015 et 2018, le report d'au moins un soin pour raisons financières a augmenté significativement chez les classes moyennes en FWB, alors qu'il diminuait chez les classes supérieures (25% des personnes à indice socio-économique le plus élevé).
- Dans la commune la plus riche de Bruxelles, l'espérance de vie des hommes est supérieure de 6 ans à celle dans la commune la plus pauvre.
- d'après l'enquête PISA 2015, l'écart de performance entre les 25% des élèves de 15 ans les plus favorisés et les 25% les plus défavorisés équivaut à trois années de scolarité en FWB.
- 14,8% des bruxellois âgés de 18 à 24 ans n'ont pas de diplôme du secondaire supérieur et ne suivent plus aucune forme d'enseignement ou formation.
- d'après une analyse récente de la qualité de l'air, seuls 3,8% des points de mesure indiquent des concentrations en dioxyde d'azote sous la limite recommandée par l'OMS.
- En semaine, 370.000 voitures circulent quotidiennement à Bruxelles, seulement pour les trajets domicile-travail.

Cette situation est inacceptable et constitue un déni des droits fondamentaux reconnus par l'article 23 de notre constitution. Ce déni conduit directement à une précarisation des conditions de vie d'une partie de la population qui devra faire un choix entre se loger convenablement, obtenir des soins adaptés, offrir un bon enseignement ou une alimentation saine à ses enfants... Il ne laisse que peu de chance aux personnes précarisées de sortir de leur condition, car toutes ces dimensions de la précarité s'alimentent l'une l'autre : sans diplôme il est difficile d'obtenir un emploi de qualité; sans emploi de qualité il est difficile d'avoir des revenus suffisants pour se loger décentement; un logement insalubre peut avoir des conséquences néfastes sur la santé; il est difficile de travailler ou d'étudier lorsqu'on est en mauvaise santé, etc.

La FGTB Bruxelles revendique un droit à la ville qui garantisse à tous un accès égal à des services collectifs de qualité. Pour la FGTB, la restauration de services publics forts est une condition complémentaire indispensable à l'accès à un emploi de qualité et une sécurité sociale pour tous dans la construction d'une société juste et égalitaire. Les inégalités de notre système scolaire, le prix inabordable du logement et les problèmes d'accès à des soins de santé de qualité sont trois obstacles à cette société à laquelle nous aspirons.